

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article1554>

Une lettre d'organisations de femmes présentes au FSC de Dakar, février 2011

- Forum social mondial - Forum social mondial et égalité femmes hommes -

Date de mise en ligne : samedi 26 février 2011

Description :

En cette année où le Forum Social Mondial, pour la 3e fois après le Mali en 2006 et le Kenya en 2007, se joint aux peuples d'Afrique, nous les femmes de différentes parties du monde, réunies à Dakar, conscientes que l'union de nos forces pourra à terme apporter un changement, réaffirmons notre solidarité et notre admiration pour les luttes des femmes sénégalaises, des femmes africaines et des femmes du monde.

Site de l'Association Adéquations

Cette « Lettre de solidarité aux luttes des femmes du monde » a été élaborée par une commission de travail composée par des femmes de différentes organisations à partir des débats réalisés au long du Forum social mondial qui a eu lieu à Dakar, février 2011.

Nous remercions le comité genre et équité du comité du pilotage sénégalais pour avoir structuré l'espace « Village des Femmes », ainsi que réalisé diverses activités de débat sur les droits des femmes qui ont contribué au contenu de cette Lettre.

Ce même contenu a été présenté comme proposition de déclaration à l'Assemblée de Femmes au matin du 11 février. La conclusion du débat n'a pas été possible car un secteur minoritaire, mais très actif, à l'Assemblée, s'opposait à la mention du droit à l'autodétermination pour les femmes saharouies. Plusieurs organisations présentes à l'Assemblée ont décidé de diffuser ce contenu dans la forme d'une Lettre signée, sans oublier pour autant que pour que cette Lettre existe plusieurs femmes et organisations ont contribué et que le comité genre et équité continue de s'inscrire dans la perspective d'une déclaration de consensus entre les organisations participantes à l'Assemblée.

Lettre de solidarité avec la lutte des femmes du monde

Faite le 11 février 2011, à Dakar, Sénégal, durant le Forum Social Mondial

En cette année où le Forum Social Mondial, pour la 3e fois après le Mali en 2006 et le Kenya en 2007, se joint aux peuples d'Afrique, nous les femmes de différentes parties du monde, réunies à Dakar, conscientes que l'union de nos forces pourra à terme apporter un changement, réaffirmons notre solidarité et notre admiration pour les luttes des femmes sénégalaises, des femmes africaines et des femmes du monde.

Leurs luttes, conjointement avec les luttes de tous, hommes et femmes, renforcent la résistance menée partout contre le système capitaliste et patriarcal mondialisé.

Au jour d'aujourd'hui nous traversons toujours les mêmes crises mondiales - économique, alimentaire, écologique et sociale - et nous constatons avec inquiétude que ces crises perdurent et s'approfondissent. Nous reformulons ici notre analyse selon laquelle ces crises ne sont pas isolées mais sont l'expression de la crise du modèle caractérisé par la surexploitation du travail et de l'environnement, et par la spéculation financière de l'économie.

C'est pourquoi nous les femmes, nous continuons à dire qu'il faut changer ce modèle de société, ce modèle économique, ce modèle de production et de consommation, qui génère une pauvreté accrue pour nos peuples et en particulier pour les femmes.

Nous les femmes, sensibles au respect et à la défense des principes de justice, de paix et de solidarité, avons besoin d'avancer dans la construction d'alternatives face à ces crises : cependant les réponses palliatives basées sur la logique marchande ne nous intéressent pas.

Nous ne pouvons accepter que les tentatives de maintenir le système actuel en place soient faites aux dépens des femmes.

En ce sens, nous disons non à l'intolérance et la persécution de la diversité sexuelle et aux pratiques culturelles qui portent atteinte à la santé, au corps et à l'âme des femmes.

Nous condamnons toutes sortes de violences faites aux femmes, en particulier les féminicides, le trafic des femmes, la prostitution forcée, les violences physiques, le harcèlement sexuel, les mutilations génitales, les mariages précoces, les mariages forcés, le viol, le viol utilisé comme arme systématique de guerre, et l'impunité de ceux qui commettent ces actes d'horreur contre les femmes.

Nous disons non encore, à une société qui bafoue le droit des femmes, en ne leur permettant pas l'accès aux ressources, à la terre, au crédit, à l'emploi en conditions dignes, où le capital pour se reproduire précarise les emplois des femmes.

Nous condamnons l'accaparement et la colonisation des terres des paysannes et des paysans, quelles qu'en soient les formes, par des Etats ou des entreprises transnationales, et nous condamnons les cultures transgéniques, qui portent préjudice à la biodiversité et à la vie.

Nous disons non à la course à l'armement et à la course au nucléaire, qui sont faites au détriment de l'investissement des Etats dans des programmes sociaux, sanitaires et éducatifs.

Nous condamnons une société qui met les femmes à l'écart de l'accès à la connaissance et à l'éducation, où les femmes sont marginalisées et discriminées dans les prises de décision.

Nous disons non aux conflits armés et aux guerres et aux occupations. Nous disons OUI à la paix juste pour les peuples opprimés.

Face à tout cela, nous proposons de renforcer nos luttes pour que nos pays aient leur souveraineté économique, politique et culturelle face aux institutions financières internationales.

Nous voulons l'annulation des dettes odieuses et illégitimes et un audit citoyen qui permettra aux peuples d'obtenir réparation : les femmes ne doivent rien, elles sont les premières créancières de la dette odieuse.

Nous demandons aussi l'application effective de la taxe Tobin.

Nous revendiquons la souveraineté alimentaire des peuples et la consommation de produits locaux, l'utilisation de nos semences traditionnelles, et l'accès des femmes à la terre et aux ressources productives.

Nous voulons un monde où les hommes et les femmes ont les mêmes droits, les mêmes opportunités dans l'accès à la connaissance, à la scolarisation, à l'alphabétisation et à l'éducation et aux postes de décisions, et les mêmes droits au travail et à des salaires justes.

Nous revendiquons un monde où les Etats investissent dans la santé des femmes et de nos enfants, et en particulier dans la santé maternelle.

Une lettre d'organisations de femmes présentes au FSC de Dakar, février 2011

Nous demandons la ratification et l'application effective de toutes les conventions internationales, en particulier la convention 156 et la convention 183 du BIT.

Nous voulons la démocratisation de la communication et de l'accès à l'information.

Nous sommes solidaires avec les femmes palestiniennes pour un Etat palestinien démocratique, indépendant, souverain, Jérusalem comme capitale, et le retour des réfugiés en accord avec la Résolution 194 des Nations Unies.

Nous sommes solidaires avec les femmes de Casamance pour le retour de la Paix.

Nous sommes avec la lutte des peuples en Tunisie et en Egypte pour la démocratie.

Avec les Femmes de la République Démocratique du Congo pour la fin du conflit.

Avec les femmes kurdes, pour une société démocratique,écologique, libre et égalitaire entre les femmes et les hommes, et où existe le droit d'utiliser leur langue maternelle dans l'éducation.

Nous sommes solidaires avec le droit à l'autodétermination pour les femmes Sarahoui, en conformité avec la résolution des Nations unies, et pour trouver une solution pacifique selon la Charte du Forum Social Maghrébin.

Nous sommes solidaires avec toutes les femmes victimes de catastrophes naturelles, comme Haiti, le Brésil, le Pakistan, Australie...

Nous sommes solidaires avec les millions de femmes et enfants réfugiés et déplacés.

Nous appelons au retour à leur terre et à la liberté de circulation.

Nous proposons la création de réseaux d'alertes et d'informations sur et pour les femmes qui se trouvent en zones de conflit ou d'occupation.

Nous proposons le 30 mars comme journée de solidarité internationale avec le Peuple palestinien et au nous appelons au boycott des produits provenant de l'occupant israélien.

Nous appelons à la réalisation d'un Forum international de solidarité avec la lutte du peuple palestinien en 2012.

Nous reconnaissons toutes les luttes de toutes les femmes du monde et nous faisons nôtres leurs revendications : ce qui arrive à l'une d'entre nous, cela nous arrive à nous toutes. C'est pour cela que nous devons lutter toutes ensemble.

Dakar, le 11 février 2011

Organisations signataires

La Marche Mondiale des Femmes

La Via Campesina

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes (FDIM)
Articulation Féministe MARCOSUR
IFWF - International Free Women's Foundation
WILDAF - Senegal (Women in Law and Development in Africa)
AWID
CADTM - Comité pour l' Annulation de la Dette du Tiers Monde
WIDE
Organisation Continental Latino-Américaine des Etudiants (OCLAE)
UBM - Union Brésilienne des Femmes
CEBRAPAZ (Brésil)
CTB (Brésil)
CUT (Brésil)
AMB - Articulation Brésilienne des Femmes
Democratic Women Freedom Movement "DOKH"
Kurdish Women Peace Office
Coordinacion de Mujeres del Paraguay CMP
Isis International
La Red de Mujeres de AMARC (AMARC-RIM/AMARC-RIF/AMARC-WIN).

Carta de solidariedade à luta das mulheres do mundo

Elaborada em Dakar, Senegal, ao 11 de Fevereiro de 2011, durante o Forum Social Mundial

Neste ano em que o Forum Social Mundial, depois do Mali em 2006 e do Kenya em 2007, se junta pela 3ª vez aos povos de África, nós, as mulheres de diferentes partes do mundo, reunidas em Dakar, conscientes de que a união das forças poderá com o tempo provocar uma mudança, reafirmámos a nossa solidariedade e admiração pelas lutas das mulheres Senegalesas, das mulheres africanas e de todas mulheres do mundo. As suas lutas, conjuntamente com as lutas de todos os homens e mulheres, reforçam a resistência levada por todo lado contra o sistema capitalista e patriarcal globalizado.

Nos dias de hoje atravessámos sempre as mesmas crises mundiais - económica, alimentar, ecológica e social - e constatámos com inquietude que essas crises perduram e se aprofundam. Reformulámos aqui a nossa análise segundo a qual essas crises não estão isoladas mas sim são a expressão da crise do modelo caracterizado pela super exploração do trabalho e do meio ambiente, e pela especulação financeira da economia. Por isso, nós as mulheres, continuámos a dizer que é preciso mudar esse modelo de sociedade, este modelo económico, este modelo de produção e de consumo que provoca uma pobreza ainda maior para nossos povos, e em particular para as mulheres.

Nós as mulheres, engajadas ao respeito e à defesa dos princípios de justiça, de paz e de solidariedade, temos necessidade de avançar na criação de alternativas face à essas crises : todavia as respostas paliativas baseadas na lógica do mercado não nos interessam. Não podemos aceitar que as tentativas de manter o sistema actual no seu lugar, sejam feitas a custa das mulheres.

Neste contexto, dizemos não a intolerância e a perseguição da diversidade sexual e às práticas culturais que lesionam a saúde, o corpo e a alma das mulheres.

Condenámos todas violências feitas às mulheres, em particular os "femicídios", o tráfico de mulheres, a prostituição forçada, as violências físicas, o assédio sexual, as mutilações genitais, os casamentos prematuros, os casamentos forçados, o estupro, o estupro utilizado como arma sistemática de guerra, e a impunidade

daqueles que cometem esses actos de horror contra as mulheres.

Dizemos não ainda, àquela sociedade que viola os direitos das mulheres não lhes permitindo o acesso aos recursos, à terra, ao crédito, ao emprego em condições dignas, onde o capital para se reproduzir torna precários os empregos das mulheres.

Condenamos o açambarcamento e a colonização das terras das camponesas e dos camponeses, quaisquer que sejam as formas, pelos Estados ou por empresas transnacionais, e condenamos as culturas transgênicas, que prejudicam a biodiversidade e a vida.

Dizemos não à corrida armamentista e nuclear, que é feita em detrimento do investimento dos estados nos programas sociais, sanitários e educativos.

Condenamos a sociedade que nega às mulheres o acesso ao conhecimento e à educação, onde as mulheres são marginalizadas e discriminadas na tomada de decisões.

Dizemos não aos conflitos armados e às guerras e as ocupações. Dizemos SIM a paz justa para os povos oprimidos.

Face a tudo isso, propomos reforçar nossas lutas para que os nossos países tenham sua soberania econômica, política e cultural face às instituições financeiras internacionais. Queremos a anulação das dívidas externas e ilegítimas e uma auditoria cidadã que permita aos povos de obterem reparação : as mulheres não devem nada, elas são as primeiras credoras das dívidas externas. Pedimos também aplicação efetiva da taxa Tobin.

Revindicamos a soberania alimentar dos povos e o consumo de produtos locais, a utilização de nossas sementes tradicionais, e acesso das mulheres à terra e aos recursos produtivos.

Queremos um mundo onde os homens e as mulheres tenham os mesmos direitos, as mesmas oportunidades no acesso ao conhecimento, à escolarização, à alfabetização e à educação e às tomadas de decisões, e os mesmos direitos ao trabalho e ao salário justo.

Pretendemos um mundo onde os Estados invistam na saúde das mulheres e dos nossos filhos, em particular na saúde materna.

Pedimos a ratificação e aplicação efectiva de todas as convenções internacionais, em particular a convenção 156 e a convenção 183 da OIT.

Queremos a democratização da comunicação e do acesso à informação.

Estámos solidárias com as mulheres palestinianas por um Estado Palestino democrático, independente, soberano, Jerusalém como a capital, e o regresso dos refugiados de acordo com a resolução 194 das Nações Unidas.

Estámos solidárias com as mulheres de Casamance pelo regresso à paz.

Estámos a favor da luta dos povos na Tunísia e no Egipto pela democracia.

Com as mulheres da República Democrática do Congo pelo fim do conflito.

Com as mulheres Kurdas, por uma sociedade democrática, ecológica, livre e igualitária entre as mulheres e os homens, e onde exista o direito de utilizar a sua língua materna na educação.

Estámos solidárias com o direito à autodeterminação das mulheres Saharai, em conformidade com a resolução das Nações Unidas, e por encontrar uma solução pacífica segundo a Carta do Forum Social Magrebino.

Estámos solidárias com todas as mulheres vítimas de catastrofes naturais, como Haíti, o Brasil, o Paquistão, Australia...

Estámos solidárias com os milhões de mulheres e crianças refugiadas e deslocadas. Apelámos o regresso à sua terra e à liberdade de circulação.

Propómos a criação de redes de alertas e de informações para as mulheres que se encontram em zonas de conflito ou ocupação. Propómos o dia 30 de Março como o dia de solidariedade internacional com o povo Palestino e chamamos ao boicote dos produtos provenientes de ocupantes israelitas. Apelámos à realização de um Forum internacional de solidariedade pela luta do povo Palestiniano em 2012.

Reconhecemos todos os esforços de todas as mulheres do mundo e nos identificamos com as suas reivindicações : O que lhe passa a uma de nós, passa-nos a nós todas. É por isso que devemos lutar todas juntas.

Dakar, ao 11 de Fevereiro de 2011

Carta de solidaridad con la lucha de las mujeres del mundo

Realizada el 11 de febrero de 2011, en Dakar, Senegal, durante el Foro Social Mundial

En este año, en que el Foro Social Mundial se une a los pueblos de África por tercera vez después de Malí (2006) y de Kenia (2007), nosotras, las mujeres de diferentes partes del mundo, reunidas en Dakar, conscientes de que la unión de nuestras fuerzas permitirá con el tiempo provocar un cambio, reafirmamos nuestra solidaridad y admiración por las luchas llevadas a cabo por las mujeres de Senegal, de África y del mundo entero. Sus luchas, junto con las luchas de todos, hombres y mujeres, fortalecen la resistencia existente en todas partes en contra del sistema capitalista y patriarcal globalizado.

Al día de hoy, seguimos sufriendo las mismas crisis mundiales a nivel económico, alimentario, ambiental y social, y constatamos con preocupación que estas crisis perduran y se profundizan. Reformulamos aquí nuestro análisis según el cual estas crisis no son aisladas sino que son la expresión de la crisis del modelo caracterizado por la sobreexplotación del trabajo y del medio ambiente, y por la especulación financiera en la economía. Es la razón por la cual nosotras, las mujeres, seguimos afirmando que debemos cambiar este modelo de sociedad, este modelo económico, este modelo de producción y de consumo, que genera más pobreza en nuestros pueblos, especialmente en las mujeres.

Nosotras, las mujeres, en el afán de respetar y defender los principios de justicia, paz y solidaridad, tenemos que avanzar en la construcción de alternativas para hacer frente a estas crisis. Pero no nos interesan las propuestas paliativas basadas en la lógica del mercado.

No podemos aceptar que los intentos por mantener el sistema actual se realicen a expensas de las mujeres.

En este sentido, decimos no a la intolerancia y a la persecución de la diversidad sexual, así como a las prácticas culturales que atentan contra la salud, el cuerpo y el alma de la mujer.

Condenamos toda forma de violencia contra las mujeres, en particular el femicidio, la trata de mujeres, la prostitución forzada, el abuso físico, el acoso sexual, la mutilación genital femenina, los matrimonios precoces, los matrimonios forzados, la violación, la violación utilizada sistemáticamente como arma de guerra y la impunidad de quienes cometen estos actos de terror contra las mujeres.

También decimos no a una sociedad que no respete los derechos de las mujeres, que no les permita el acceso a los recursos, a la tierra, al crédito, al trabajo en condiciones dignas, donde el capital, para reproducirse, precarice los empleos de las mujeres. Condenamos toda forma de acaparamiento y de colonización de tierras pertenecientes a campesinas y campesinos, por Estados o por empresas transnacionales, y condenamos los cultivos transgénicos que son perjudiciales para la biodiversidad y la vida.

Decimos no a la carrera armamentista y a la carrera nuclear que se llevan a cabo a expensas de la inversión, por parte de los Estados, en favor de programas sociales, de salud y de educación.

Condenamos una sociedad que no permite el acceso de las mujeres al conocimiento y a la educación, donde las mujeres son discriminadas y marginadas en los procesos de toma de decisiones. Decimos no a los conflictos armados, a las guerras y a las ocupaciones. Decimos SI a la paz justa para los pueblos oprimidos.

Frente a todo ello, nos proponemos reforzar nuestra lucha para que nuestros países logren una soberanía económica, política y cultural con respecto a las instituciones financieras internacionales.

Queremos la cancelación de las odiosas e ilegítimas deudas y una auditoría ciudadana que permita a los pueblos solicitar una reparación: las mujeres no deben nada, son el primer acreedor de la odiosa deuda. También hacemos un llamamiento para la aplicación efectiva de la tasa Tobin.

Exigimos la soberanía alimentaria de los pueblos y el consumo de productos locales, el uso de nuestras semillas tradicionales y el acceso de las mujeres a la tierra y a los recursos productivos. Queremos un mundo donde los hombres y las mujeres tengan igualdad de derechos, las mismas oportunidades en el acceso al conocimiento, a la educación, a la alfabetización, a la educación y a la toma de decisiones, y los mismos derechos a trabajar y a tener salarios justos.

Exigimos un mundo donde los Estados inviertan en la salud de las mujeres y en la de nuestros hijos, sobre todo en salud materna.

Hacemos un llamamiento a ratificar y a aplicar de manera efectiva, todas las convenciones internacionales, en particular el Convenio 156 y el Convenio 183 de la OIT.

Queremos la democratización de las comunicaciones y del acceso a la información.

Nos solidarizamos con las mujeres palestinas por un Estado palestino democrático, independiente, soberano, con Jerusalén como capital, y por el retorno de los refugiados de conformidad con la Resolución 194 de las Naciones Unidas.

Nos solidarizamos con las mujeres de Casamance por el retorno de la paz.

Apoyamos la lucha de los pueblos de Túnez y Egipto por la democracia.

Las mujeres de la República Democrática del Congo por el fin del conflicto.

Las mujeres kurdas, por una sociedad democrática, ecológica, libre e igualitaria entre mujeres y hombres y donde exista el derecho a utilizar su lengua materna en la educación.

Somos solidarias con las mujeres Saharaui, por la obtención de su derecho a la libre determinación, de conformidad con la resolución de la ONU y por el encuentro de una solución pacífica, de conformidad con la Carta del Foro Social Magrebí.

Nos solidarizamos con todas las mujeres víctimas de desastres naturales, como los de Haití, Brasil, Pakistán, Australia...

Nos solidarizamos con los millones de niños y mujeres refugiados y desplazados.

Hacemos un llamamiento a que puedan retornar a sus tierras y para su libre circulación.

Proponemos la creación de redes de alerta e información sobre y para mujeres que se encuentren en zonas de conflicto o de ocupación.

Proponemos que el 30 de marzo sea el Día Internacional de Solidaridad con el Pueblo Palestino y hacemos un llamamiento al boicot de los productos de los ocupantes israelíes. Apelamos a la creación de un Foro Internacional de Solidaridad con la Lucha del Pueblo Palestino en el 2012.

Reconocemos las luchas de todas las mujeres del mundo y hacemos nuestras sus reivindicaciones : lo que le sucede a una de nosotras, nos incumbe a todas. Es por eso que debemos luchar juntas.

Dakar, 11 de febrero de 2011